



## À propos des exploitations familiales rurales

■ Il me paraît impératif de conserver les exploitations familiales rurales. Peut-être la rentabilité financière de grandes exploitations mécanisées serait-elle supé-

rieure à celle des petites fermes traditionnelles – malgré des dangers peu ou mal pris en compte comme les érosions. Mais leur abandon priverait définitivement de possibilités d'adaptation, d'améliorations, de progrès à la mesure des ressources des exploitations familiales rurales. Des appuis tels que ceux proposés par la « boîte de développement » de l'Uemoa pourraient assurer une certaine stabilité des prix et des débouchés. En plus, j'aurais aimé quelques propositions pour vaincre la crainte légitime des essayeurs de nouvelles techniques ou variétés... car le risque d'échec fait peur à des exploitants à la limite de leur survie alimentaire.

L'exploitation familiale est la condition obligée du maintien de la vie rurale, le meilleur moyen de lutte contre l'émigration urbaine. Mais plus encore, elle engage la responsabilité des cultivateurs et leur initiative, développe leur amour de leur terre et de leur bétail ; ils peuvent choisir les techniques en fonction des conditions locales, des aptitudes des terres, des critères spécifiques liés au sol, au microclimat, à l'histoire de chaque parcelle et en tenant compte de la force de travail disponible.

Il n'y a pas d'incompatibilité absolue entre cette responsabilisation des paysans et les grands programmes financiers d'aide au développement agricole. J'ai suivi pendant près de 40 ans de tels projets au Niger, dans la région de Tahoua. Une étude générale, appuyée de travaux de géologie, pédologie, hydraulique, sociologie, faite dans les années 1960, avait été suivie d'essais pratiques avec un large appui de l'animation rurale. Le tout devait servir de base aux projets ultérieurs d'exécution, en employant l'encadrement formé et les paysans associés. Mais la douzaine de projets de financement successifs ont établi leur programme sans les cultivateurs et sans tenir compte des études de détail.

Une préparation de leurs actions faite avec les acteurs – les paysans – aurait permis de valoriser leurs savoirs, leurs expériences, de connaître leurs appréciations critiques, les besoins d'appuis tels qu'ils les ressentent : ce n'aurait pas été une perte de temps, et cela aurait pu éviter un manque de confiance des cultivateurs, parfois légitime, face aux innovations proposées.

*Pierre Martin, août 2003*

## Et l'effort du labeur des paysans s'envole à l'instant...

■ Je vous remercie de l'intérêt que vous portez à notre grain de sel pour ce forum sur « le commerce des produits agricoles dans les pays d'Afrique, Caraïbes,

Pacifique ». Tout sujet qui aura trait à l'agriculture trouvera une place privilégiée au sein de notre organisme car la vie économique de notre pays repose sur l'agriculture. Il me semble souvent que les pays développés, compte tenu de leur production en grande quantité grâce à l'évolution de la technique, trouvent insignifiants les produits agricoles africains dans la balance commerciale mondiale. Voilà un continent vaste avec ses terres fertiles, n'ayant pas les moyens techniques de sa politique agricole, et qui verra très réduite sa part de marché à l'échelle mondiale. Les agriculteurs possèdent des produits dans les villages. Mais faute de routes pour les évacuer à temps, les produits périssent et l'effort du labeur des paysans s'envole à l'instant.

Combien de fois nous assistons à ce sous-développement de l'Afrique, et voyons sans défense les produits pourrir sur le marché : tomates, mangues, bananes, avocats, ananas...

Aujourd'hui, nous voyons la nécessité de se regrouper en petites coopératives, en mutuelles de développement pour défendre les intérêts de la richesse agricole de nos paysans. La tâche n'est pas aussi facile que dans les Caraïbes, où les paysans ont compris depuis de longues années la nécessité de se retrouver ensemble pour faire face à la normalisation qu'on leur impose.

Nous espérons qu'avec toutes vos expériences dans le domaine agricole, nous serons auprès de vous pour en accueillir de nouvelles connaissances et pour une acceptation de l'Afrique à une place importante dans le commerce mondial. Mes encouragements à toute l'équipe de l'Inter-Réseaux.

*Mamadou Traore, secrétaire général de la Mudeko, Mutuelle pour le développement de Kotoula, dans le département de Kotoula S/P de Tienko, 01 BP 964, Abidjan 01, Côte-d'Ivoire.*

## L'impérialisme domine l'aide au développement

■ Chers partenaires, nous avons lu avec un grand intérêt les deux articles : « À propos de l'aide au développement », de M. Emmanuel Nghanzek, Cameroun, et : « Les actions visant au dévelop-

pement rural doivent créer un nouveau paysan professionnel et libre » de M. David Rakatovoalo, de Madagascar, parus dans *Grain de sel* numéro 17, avril 2001, page 27. Il est vrai que l'aide au développement, par le canal des programmes nationaux conçus souvent dans des bureaux, ne contribuera jamais au développement durable en Afrique. La majorité des populations étant rurales, plus de 70 % dans nos pays africains restent totalement exclus de la conception, l'élaboration, la gestion et le contrôle de l'exécution de ces programmes nationaux. Il y a toujours d'énormes profits pour les tenants du pouvoir et les bailleurs de fonds, comme l'a stigmatisé la présidente de l'Action internationale contre la faim AICF/France à sa démission, confirmée sur Radio France International le 6/03/2002 (je cite). L'impérialisme domine l'aide au développement. Aujourd'hui, tout leader d'un pays africain ou asiatique cherchant l'autonomie nationale en valorisant les ressources de son pays devient la bête noire à battre sous toutes les formes. Le vrai partenariat doit renforcer l'autonomie des nécessiteux. Apprendre à quelqu'un à marcher de lui-même sans toujours le guider. Aidez-nous à stabiliser la politique, l'économie et différentes activités. Démontrez un vrai amour du prochain !

*Pour l'Action pour le développement rural intégré (ADRI), Chibale Mwansa*

## Ça Kanam...

■ Juste pour vous dire merci de votre fidélité dans la distribution de votre revue *Grain de sel*. Elle nous donne une idée sur ce que les autres font dans le domaine

rural. Cela fait chaud au cœur de savoir qu'il y a des gens qui se donnent de la peine pour le développement rural, surtout durable. Un coup de chapeau à tous ces amoureux de la nature. Un clin d'œil à *La Calebasse* de l'IR-Sénégal. Je leur dis tout simplement « Ça kanam » (cela signifie « on avance »). À bientôt. *Armand Ndilmbaye, Esso-Focus, Kome Base, Tchad*